

AMNISTIE POUR LES NAZIS FRANÇAIS !

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 368

JEUDI 16 JUILLET 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE

ANARCHISTE

La clique réactionnaire du Luxembourg absout

Les assassinats continuent ! les assassins des maquisards

Sur ordre du Gouvernement les flics du « socialiste » franc-maçon Baylot tire sur la classe ouvrière

PREMIER BILAN

7 morts dont 6 ouvriers Nord-Africains
Plus de 100 blessés

Paris ouvrier commémorait le 164^e anniversaire de la prise de la Bastille.

Paris ouvrier n'oublait pas la première grande Révolution, la fin des privilèges de la noblesse et du clergé.

Paris ouvrier fêtait ce jour mémorable dans la dignité.

Un cortège pacifique, organisé par la C.G.T., le P.C. et diverses

organisations, avait été autorisé de la Bastille à la Nation.

Mais encore une fois le pavé de Paris, le pavé du vieux faubourg est rouge.

LE SANG OUVRIER A COULE.

7 ouvriers, dont 6 Nord-Africains sont morts, fauchés par les balles meurtrières de la police.

Paris, en ce lendemain du crime, est consterné. Toute la clas-

se ouvrière est accablée. Toute l'Afrique du Nord est sous l'emprise de la douleur qui la frappe. 7 ouvriers ont été lâchement assassinés, 7 ouvriers sont morts victimes de la provocation.

Alors que la radio gouvernementale annonçait, vers 16 h., que la manifestation se déroulait pacifiquement, il ne fait aucun doute que la provocation gouvernementale était préméditée.

C'est seulement à la fin de la manifestation, à la dislocation, que les flics de Baylot se ruèrent sur les Nord-Africains.

Il fallait donc, encore une fois, que le sang des travailleurs coule. Il fallait que les flics commettent leur crime.

La bourgeoisie française vaincue par la résistance du peuple en Afrique du Nord se venge sur les travailleurs nord-africains venus travailler en France. Elle comptait ici sur l'indifférence dans laquelle jusqu'à présent se laissait aller la population.

Maintenant, ce temps est révolu. La fraternité qui unit les travailleurs nord-africains aux travailleurs français ne permettra plus les sévices de la police.

Nos camarades, nos frères nord-africains assassinés par la police seront vengés.

LE COMITE NATIONAL DE LA FEDERATION ANARCHISTE.

A WASHINGTON La Conférence montre l'affolement des bourgeoisies occidentales face à la volonté d'émancipation des peuples qu'elles oppriment

La conférence de Washington s'est ouverte le vendredi 10 juillet. Elle groupe les ministres des Affaires étrangères français, anglais et yankees, Bidault, Salisbury et Foster Dulles.

Les objectifs de cette conférence n'ont pas été clairement définis et l'on ignore de quels pouvoirs ont été investis les trois hommes. Cependant, cette réunion a vraisemblablement pour but un essai de clarification des problèmes pra-

tiquement insolubles qui se posent aux impérialismes occidentaux.

C'est, qu'en effet, la situation internationale a atteint son maximum de complexité et n'est plus qu'un tissu de contradictions, à tel point qu'aucun gouvernement ne sait exactement quelle position adopter.

Que ce soit au sujet de la Corée, de l'unification de l'Allemagne et de la C.E.D., ou de la guerre d'Indochine, partout on relève les mêmes embrouil-

laminis, les mêmes contradictions entre les politiques des différences puissances. Ou, comme c'est le cas du gouvernement français pour l'Indochine, le manque total de décision, la perte de toute initiative.

Nous allons donc nous contenter de faire un tour d'horizon général des questions qui pourront être abordées par les ministres.

En Allemagne, le problème majeur est celui de l'unification, car il est l'aspiration de tout le peuple allemand. Les dirigeants anglais voudraient que l'Occident prenne l'initiative dans cette unification. Or, se pose simultanément la ratification du traité de la communauté européenne de défense, dans lequel l'Allemagne de l'Ouest est incluse. Et la signature de ce traité, qui revient en fait à intégrer définitivement l'Allemagne de l'Ouest dans le bloc U.S., signifie la négation de toute unification.

En Corée, l'acceptation des Sino-Coréens de reprendre les négociations a mis les U.S.A. dans une situation très épineuse. Il ne leur sera plus possible de se dérober désormais et ils risquent de se trouver dans un imbroglio inextricable, pour peu que Syngman Rhee redécouvre les hostilités après l'amnistie. Dans ce cas, ils seraient obligés de lutter contre lui, en compagnie des Sino-Coréens (??), ou de renier leur signature d'armistice, c'est-à-dire d'apparaître comme agresseurs, ou alors d'abandonner purement et simplement la Corée, ce qui revient à une défaite totale de leur impérialisme.

P. PHILIPPE.

(Suite page 2, col. 5.)

Nos Députés ont bien travaillé pour la paie

Avec le châtelain Laniel s'ouvre l'ère de l'économie préparée par son prédécesseur Mayer. En ce moment, nos députés et autres zélus travaillent d'arrache-pied à la réalisation de cette politique. Un grand pas vient d'ailleurs d'être fait, puisque le Conseil de la République a adopté par 200 voix contre 90 l'article 11 précisant que : « Le gouvernement devra réaliser au moins 200 milliards d'économies sur le budget de 1954 ». Nous, on aime particulièrement le au moins mais ne soyons pas sectaires et attendons avec confiance les résultats fructueux du labeur acharné d'hommes au cœur désintéressé, pour qui la réalisation d'un idéal compte plus que tout au monde.

Qui... enfin... l'idéal, c'est d'accord, mais faut bien vivre en plus, pas ? Aussi est-ce avec une conscience rendue tranquille par la certitude des 200 milliards d'économies pour 54 (puisque c'est voté, l'opération est quasi réalisée !) que les ministres, les odieux quignols du Parlement se sont octroyé 25.000 fr. d'augmentation par mois sur une misérable indemnité parlementaire de 150.000 fr., on n'est jamais mieux servi que par soi-même, comme on le constate une fois de plus. Bien entendu, cette augmentation, que dis-je, cette aide indispensable à de malheureux économiquement faibles, part avec effet rétroactif du mois d'avril, car depuis ce temps-là, ils ont dûment bossé, nos requins, occupés qu'ils étaient à s'arracher les portefeuilles dans les gouvernements successivement pressentis de la période de crise.

Toute peine mérite salaire, aussi le « manœuvre léger » apprendra-t-il avec

satisfaction cette augmentation, égale à elle seule, à sa propre paie ! En particulier les électeurs stalinistes doivent-ils se réjouir de voir les représentants du peuple encaisser en toute modestie socialiste, 175.000 fr. par mois, au même titre que les collègues de pupitre « bourgeois ». Mais ne déformons pas les faits, soyons humains et reconnaissons que les zélus communistes s'opposent le plus souvent aux votes d'augmentation parlementaire. Oui, tout de même, il faut garder un minimum de

(Suite page 2, col. 2.)
CHRISTIAN.

Aux pouvoirs spéciaux de Laniel les travailleurs répondront par la lutte de classe

Investi par lassitude, Laniel vient de faire adopter son « plan de redressement financier » par une Assemblée qui semble résignée à l'inévitable. Il obtient également les pouvoirs spéciaux qui avaient provoqué l'échec de ses prédécesseurs malheureux.

Ce double succès confirme avec éclat ce que nous disions dans l'éditorial consacré à son investiture.

« La victoire de Laniel est donc bien un signe de décrépitude » (1).

Décrépitude des institutions et décrépitude du régime, que le « plan mirifique » du nouveau gouvernement ne parviendra pas à se sauver.

Tout comme Mayer, dont les projets d'assainissement financier furent repoussés, Laniel se propose de réduire le déficit en réalisant des économies et en cherchant des ressources nouvelles.

Ces ressources, le nouveau gouvernement les trouvera par l'augmentation du prix de l'essence, des droits de timbre, des taxes sur l'alcool et par la création d'un droit de licence pour les bouilleurs de cru.

On pourrait s'étonner de voir accepter si facilement des mesures qui portent atteinte aux privilèges de certaines ententes professionnelles, comme les routiers, les betteraviers ou les bouilleurs

de cru. Mais ces recettes nouvelles, destinées à gager les 240 millions d'avance de la Banque de France, ont été accordées parce que le gouvernement a promis de réaliser des économies.

Pour y parvenir, Laniel a obtenu des pouvoirs étendus qui lui permettront de « modifier certaines dispositions législatives, atténuer les charges qui pèsent sur les finances publiques et suspendre l'application de mesures votées ».

Dans un avenir prochain, les menaces se précéderont contre les travailleurs de la fonction publique, des services civils

A. MOINE.

(Suite page 2, col. 1.)

Staline a eu quand même la peau de Béria

Si tout ne pouvait aller au mieux, après la mort de Staline, dans le nouveau gouvernement soviétique, on ne s'imaginait pas que le conflit entre les trois hommes : Malenkov, Béria et Molotov, qui avaient hérité de la direction du pays, allait éclater aussi brusquement.

La liquidation brutale de Béria a évidemment saisi. Mais aucun événement politique ne se joue ou ne se provoque du jour au lendemain, ce n'est toujours que la conclusion, le dénouement d'un processus plus ou moins long.

En faisant un retour en arrière de plusieurs mois, en revoyant de plus près les derniers événements vécus par l'U.R.S.S., on arrive à saisir le fil de la trame qui nous ramène jusqu'au 10 juillet, le jour fatal à Béria (celui tout au moins de sa liquidation officielle). Il saute alors aux yeux que Béria n'était qu'un mort en sursis. Staline

avait décrété la mort de Béria en janvier dernier. Seule la mort brutale du dictateur avait apporté le sursis.

C'est en effet, on s'en souvient, par le complot « des médecins en blouse blanche » que Staline entendait préparer le procès contre Béria. Mais la mort du chef de toutes les Russes interrompait la préparation de la liquidation du chef suprême du Guepéou qui en profitait aussitôt pour s'installer au pouvoir aux côtés de Malenkov et pour mener une contre-épuratoire. Les médecins sont proclamés innocents victimes d'une erreur judiciaire et les portes des prisons s'ouvrent devant les amis, ou devant ceux qui deviendront les amis de Béria.

La liquidation de Béria n'est évidemment pas le respect pieux, par Malenkov et Molotov, des vœux de Staline, mais ces derniers ont parfaitement saisi la nécessité de continuer à jouer le rôle de Staline pour la sauvegarde de la caste bureaucratique. Ce rôle n'est rien d'autre que l'art d'arbitrer les intérêts contradictoires des privilégiés du régime, de savoir s'identifier à l'intérêt collectif de toute la bureaucratie et surtout savoir, dans ce jeu de baseule, quel côté il faut faire pencher ou redresser au temps opportun.

Devant les dangers de guerre de plus en plus pressés, Staline avait donné le pas à l'armée et à la tendance réactionnaire des chefs d'industrie et des kolkhozes. Flatter l'armée et les directeurs de l'économie paraissait au chef génial, la position nécessaire pour assurer un parfait fonctionnement de tout l'appareil social soviétique devant les dangers d'agression et mener la guerre à bien si elle éclatait. L'optique de Béria était à l'opposé de celle de Staline. Il pensait nécessaire de s'appuyer sur les masses et concentrer le

pouvoir entre les mains du parti seulement.

La mort de Staline lui sauvait sa tête et ce coup du sort bénéfique lui fit croire son heure arrivée. Il s'employa à faire prévaloir, à la faveur du compromis nécessaire entre les nouveaux maîtres, son opinion et à la mettre en pratique, mais il était trop tard pour défaire la coalition et redresser l'orientation donnée par Staline. Molotov, fidèle disciple de Staline, était lui aussi en place et l'armée était avantagusement représentée au soviet suprême par Boulganine, Joukov et Vassilievsky. Béria était condamné. Staline a remporté sa dernière victoire posthume. Il a quand même eu la peau du chef du Guepéou.

Ce nouveau drame joué une nouvelle fois au grand théâtre du Kremlin amuse toujours les sadiques bourgeois et en particulier l'ignoble social-démocratie qui se frotte les mains au nom « des pays libres ». Et d'un ! titrait le « Franc-Tireur ».

Pour nous, pour tous les révolutionnaires, ce genre de spectacle c'est le rappel à chaque fois de l'assassinat d'une révolution prolétarienne de la révolution d'octobre. Pour nous les assassins ne sont pas seulement ceux qui, après avoir tué l'avant-garde révolutionnaire et le mouvement révolutionnaire international, finissent par s'entretenir au Kremlin, mais ceux aussi qui applaudissent de l'extérieur. Mais déjà la nouvelle révolution monte. De toute part, le capitalisme comme le régime bureaucratique soviétique craque. L'Internationale a été de nouveau chantée en Europe, à Berlin-Est. La vraie révolution prolétarienne, notre révolution, la révolution communiste est à nouveau à l'ordre du jour.

René LUSTRE.

AUX ORDRES DES AMÉRICAINS

Le ministre de la Défense Nationale saccage la forêt de Fontainebleau

Chers camarades,

Me référant à votre invite « Ami lecteur deviens correspondant du « Lib », j'ai pensé vous écrire pour vous signaler un fait susceptible de vous intéresser.

Il s'agit de l'affaire des Trois-Pignons, dont le « Libéraire » a fait écho dans ses colonnes il y a quelques mois. Vous connaissez certainement mieux que moi la genèse de l'affaire. Devant les projets sacrilèges de l'armée tendant à mettre la main sur le domaine de Bois-Rond, afin d'en faire un terrain de manœuvre pour les chars, de légitimes protestations avaient jailli de toutes parts, depuis les associations de plein-air, de tourisme, jusqu'à des organes, dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils approuvent pleinement la politique actuelle du gouvernement, tel par exemple « Le Figaro », où André Billy, de l'Académie Goncourt, avait élevé dans ce journal une vigoureuse protestation à l'encontre de ce vandalisme caractérisé. Car, pour qui connaît, et c'est mon cas, la sauvage beauté de la région intéressée, il n'est pas difficile de prévoir ce que l'abâtouissement de semblable projet, à commencer par l'interdiction d'y pénétrer, allait comporter de conséquences.

Aussi, devant toutes ces protestations et pendant quelque temps, on aurait pu croire que l'armée allait renoncer à ses projets, et même le bruit avait couru

que la Fédération Française de Camping allait acheter le domaine, d'abord pour le sauvegarder, et ensuite pour en faire, paraît-il, le plus grand et le plus beau terrain de camping du monde. Mais c'était mal connaître l'adversaire qui continuait dans l'ombre son sordide travail, puisque, récemment, éclata comme une bombe, la nouvelle que « MALGRÉ LES OPPOSITIONS, LE MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE A ACHETÉ LE DOMAINE DE BOIS-ROD, PRES D'ARBONNE (Parisien libéré » du 22-5-53).

Voilà où nous en sommes, et l'irréparable est pour ainsi dire accompli. Dans quelque temps, l'un des plus beaux coins du Massif de Fontainebleau (un coin de plus de 800 hectares) sera mutilé et saccagé de fond en comble, de par la volonté de quelques argousins en mal de défense soi-disant nationale ; des milliers d'arbres vont être abattus, de magnifiques rochers détruits, tout cela pour répondre aux desiderata d'une escouade de sombres guignols chamarrés, plats valets de la clique gouvernementale.

Il y en a un qui doit se réjouir : c'est le sénateur-maire de Fontainebleau, M. Pajot ; c'est lui qui a suggéré en premier au secrétaire d'Etat à la Guerre, De Chevigné, l'idée de transformer les Trois-Pignons en champ de manœuvre, et qui depuis n'a cessé de pousser à la roue pour que cela s'accomplisse. Cela ne lui suffisait donc pas d'avoir dans sa ville le triste privilège d'héberger la sinistre cohorte barbelée du carnaval si-miesque des forces atlantiques ? C'est probable d'ailleurs qu'une sérieuse récompense pécuniaire a dû lui être octroyée pour avoir ainsi fait aboutir ses machinations ?

Et, chose plus grave encore, ceci n'est qu'une étape dans la réalisation de projets beaucoup plus vastes, déjà, l'on doit, paraît-il, reconstruire là-bas l'école de Saint-Cyr (avec les deniers du peuple, bien entendu), et au train où cela va, les Trois-Pignons ne seront pas assez vastes pour abriter les évolutions du cirque atlantique, et il serait déjà à craindre que tous les bois privés s'étendant jusqu'à Larchant, avec leurs sites admirables, ne soient à tout jamais, et dans un très proche avenir, profanés par les manigances infectes des militaires, au nom de la défense nationale.

Ayant déjà fait fi de la décision du 25 juin 1943 instituant les Trois-Pignons en site classé, rien ne s'oppose plus à l'avenir à ce que des dévastations encore plus graves ne soient commises par des individus sans foi ni loi, qui pour remplir leur escarcelle, n'hésitent pas au nom de fallacieux prétextes à piétiner ce qui ne leur appartient qu'en vertu de décrets qu'ils ont eux-mêmes forgés, et la célèbre phrase : « Oh ! Liberté, que de crimes ne commet-on pas en ton nom ! » se trouve démontrée encore une fois.

Je m'excuse de la longueur de ma lettre, et soyez assurés, chers camarades, de mes sentiments les plus cordiaux.

D. LAVILLE.

LANIEL

(Suite de la première page)

et des entreprises nationalisées : licenciements, arrêt de l'avancement, recul de l'âge de la retraite, c'est-à-dire chômage accru, sont les premières mesures auxquelles on peut s'attendre. En même temps, des restrictions seront apportées aux prestations de la Sécurité Sociale. Car il est bien entendu qu'on ne touchera pas aux crédits militaires. L'appel pathétique de Laniel comparant le sacrifice de 5 fr. par litre d'essence auquel les automobilistes se sont déjà habitués et le sacrifice que font nos combattants d'Indochine, est assez éloquent.

Seules les dépenses civiles supporteront des économies.

Mais ces maigres palliatifs, pour un déficit de 800 milliards ne suffisent pas à alimenter le fonds d'expansion économique destiné à lutter contre l'inflation. Pour enrayer celle-ci le gouvernement devra maintenir le blocage des salaires, alors qu'il n'aura aucun moyen de stabiliser les prix. Et avec toujours plus d'acuité, ce sera, non plus le problème de la crise financière, mais celui de la crise du régime qui se posera :

Les projets que le gouvernement va mettre au point pendant les vacances auront le même sort que la relance économique de Mayer. Les travailleurs vont rentrer de congé ; bousculant toutes les prévisions, les revendications mettront à l'ordre du jour deux questions qui semblent avoir oubliées : le plein emploi et l'augmentation du pouvoir d'achat.

Incapable d'y apporter une solution, Laniel sera tenté d'utiliser sur le plan social les pouvoirs spéciaux qu'il a réclamés pour l'économie ; ce sera alors l'interdiction de la grève et la répression.

A la crise économique et financière s'ajoutera la crise sociale. Le réveil syndical est incontestable. Les travailleurs se préparent au combat.

Après une victoire facile sur des députés mornes et lassés, Laniel, industriel du textile, va se trouver face à la classe ouvrière. Il fera connaissance avec la dure réalité de la lutte de classe.

Le calvaire des détenus politiques algériens

Au petit jour — ou au milieu de la nuit, qu'importe ! — une traction avant stationnée devant la demeure d'un Algérien réputé « agitateur et dangereux ».

Quatre ou cinq inspecteurs de la P.R.G. ébranlent la porte de leurs coups. On ouvre. Les inspecteurs se précipitent sans justifier de leur qualité, sans aucun mandat. Ils perquisitionnent. Nous savons ce que cela signifie. Ils questionnent. Cela aussi est connu. L'atmosphère est vite créée. Ils rassemblent les membres de la famille : aïeul, père, mère, enfants. Ils giflent à tour de rôle l'« agitateur », menacent et, au besoin, traînent au sol le vieillard, profèrent les propos orduriers qui leur tiennent lieu de vocabulaire, intimident, avilissent chacun au milieu des autres, dans une famille qui n'a plus d'autre chose à offrir que sa morale ancestrale, parce que c'est la seule valeur qui lui reste pratiquement de son patrimoine national.

Les inspecteurs « embarquent » l'« agitateur ». Direction : Villa des Oiseaux, Villa Germain ou Centre répressif de Bordj-Menaïel.

Passage à tabac raffiné : baignoire, règle sous les genoux, jets d'eau dans la bouche ou l'anus, coups de poing, coups de pied, etc...

Le processus est constant, classique, si l'on peut dire, depuis la Gestapo jusqu'à la P.R.G. Dûment battu, réduit aux limites extrêmes de la résistance humaine, le « prévenu » est conduit devant le juge. Il nie, c'est l'évidence. On le ramène aux locaux de la P.R.G. : autre séance de torture ; signera-t-il la « déclaration » ? Qu'importe ! Il sera de toute manière condamné. S'il signe, il niera devant le tribunal. S'il ne signe pas, il risque d'y laisser la vie.

Condamné, il est emmené au lieu de détention : Berrouaghia, Ein-sheïm et autres sinistres centrales.

La première lutte engagée contre l'administration pénitentiaire concerne le statut politique. Grève de la faim. Satisfaction est donnée le plus souvent, après la torture inopérante de l'absorption forcée par le canal de l'oesophage ou du rectum.

Revendication pour de meilleures conditions de détention, pour une meilleure nourriture, des objets de toilette, la cantine. Cela mène souvent à la cellule, froide, humide, exigüe. La folle guette. Grève de la faim, encore et toujours. C'est la seule arme du détenu politique.

Mais l'espérance est là. Il y a les compagnons de cellule, les amis, les frères de lutte. Il y a, de l'autre côté des barreaux et des murs épais, le peuple et son Mouvement national irrésistible dont les efforts et le combat quotidiens vaincront les forces répressives.

Il y a, de l'autre côté des barreaux, le prolétariat révolutionnaire de France qui doit tout faire pour que cesse cette répression féroce contre nos frères algériens.

Dans tous les ateliers, usines, bureaux, chantiers, manifestez votre solidarité avec le prolétariat algérien. Exigez la libération de tous les détenus politiques. Débrayez, cessez le travail, affirmez votre solidarité totale avec tous les ouvriers nord-africains.

JUSTICE RACISTE

Où est la justice ?

Un grand quotidien du soir relate un fait divers dont voici le résumé : Sidi, Diot, 22 ans, ingénieur, guinéen est condamné à 6 mois de prison et 20.000 fr. d'amende pour coups et blessures et détention d'armes.

Il décidait de terminer la nuit du 18 novembre dernier dans un cabaret de St-Germain-des-Prés. Pour un prétexte futile il fut pris à partie par deux touristes américains qui lui dirent ce qu'ils pensaient des gens de sa couleur, ce qui n'est guère encourageant pour un noir. Diot répliqua. Ce fut une mêlée générale où le noir passa un mauvais quart d'heure. Un G.I. noir également qui vit la scène prêta à Diot son revolver en lui recommandant de tirer en l'air. Ce que fit Diot, quand il fut à nouveau attaqué dans la rue. Police-Secours fut alertée. Un agent lui cria : « lâche ton pétard ». Diot qui ne comprend pas l'argot ne répondit pas. Coût : 3 mois d'hôpital pour une balle dans l'épaule. L'agent avait tiré.

Une autre décision de Cour, toujours d'après le même quotidien, nous oblige à faire une comparaison. N'étant pas juristes nous ne pouvons discuter juridiquement de la valeur réciproque de la décision qui touche M. Diot et de celle qui suit. Une infirmière d'un home d'enfants est emprisonnée pour 6 mois du fait d'une négligence dans son service, provoquant la mort d'un bébé. De deux cas aussi dissimilables, lequel est le plus grave ? Loïn de nous l'idée de justifier la « condamnation ». Ce n'est pas de notre ressort et encore moins de notre idéal. Mais il s'avère une fois encore que la justice de France est à l'image de celle des U.S.A. où le racisme est plus violent que jamais.

Il est vrai que, dans mon indignation juvénile, j'oubliais que certaines colonies sont françaises !

André LEFEVRE.

LE SCANDALE DE L'ALCOOL

Les constatations mesurées de M. Taix et des autres

Il existe en ce pays un Conseil Economique, qui a pour but d'informer le gouvernement sur toutes les questions économiques, bien entendu. Nous spécifions bien que son rôle est strictement informatif.

C'est une Chambre de statistiques, si l'on peut dire, qui fait double emploi avec l'Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques (I.N.S.E.E.), mais qui coûte au contribuable extrêmement cher et ne donne aucun travail utile, sinon que des messieurs, choisis parmi toute la gamme des Chambres patronales, du monde des affaires et des Centrales syndicales, se réunissent de temps à autre, rédigent des rapports suivant l'I.N.S.E.E., s'écoulent, se chamaillent parfois, se congratulent aussi et passent tous à la caisse, sans omission.

On y rencontre, au sein de ce Conseil, tout le gratin du patronat, de la finance, du commerce et, fiers comme Artaban, les « représentants » des

LA RENTE FONCIERE

Propriétaire de 148 immeubles à Paris, dont le Grand Hôtel à Paris, cette société est au capital de 100 millions, répartis en 20.000 actions de 5.000 fr. La capitalisation boursière s'élevait au 18 juin dernier, au taux de 54.000 fr. par action, à 1.080.000.000 francs.

La montée successive des bénéfices se vérifie dans le tableau suivant :

	Revenu brut	Revenu net
	(en millions de francs)	
1948 ...	32,2	3,9
1949 ...	49	8,9
1950 ...	72	24,2
1951 ...	100	41,7

Le bilan de la société pour la période 1951 se résumait comme suit en millions de francs :

	PASSIF
Immobilisations	161,2
Prêts à plus d'un an	30,0
Débiteurs divers	36,1
Titres de placement	37,8
Caisses et banques	31,9
	297,0

	ACTIF
Capital	100,0
Reserves	67,3
Dettes à long terme	37,5
Créiteurs divers	52,3
Profits et pertes	39,9
	297,0

FOURMI IMMOBILIERE

Le capital de cette société est représenté par 10.000 actions de 2.500 fr.

IMMEUBLES DE LA PLAINE MONCEAU

Le domaine immobilier de cette société ressort à 29 immeubles. Les recettes locatives sont évaluées en 1949-1950 à 17,6 millions ; en 1950-1951, à 25,7 millions ; en 1951-1952, à 38,3 millions. En regard, les bénéfices nets s'établissent pour les mêmes périodes à 2.409.000 francs, 4.928.000 francs, 13.666.000 francs, compte tenu pour cette dernière somme de 3.340.000 fr. de dommages de guerre.

Puisque l'on vous dit que les propriétaires sont dans la détresse !

A WASHINGTON

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Bidault, lui, est chargé par le gouvernement Laniel de s'informer sur la question indochinoise. Comme nous l'avons déjà dit, le gouvernement français a totalement perdu le contrôle des événements et ne sait plus où donner de la tête. Aussi, Bidault, dit de trois hypothèses possibles, a-t-il pour but de rechercher laquelle sera la mieux accueillie par ses collègues et leurs gouvernements respectifs.

Ces trois hypothèses pourraient, en réalité, se résumer en une seule. La première consiste à réaliser d'importants gains en Indochine, au moyen des armes. Pour ce faire, et suivant le rapport présenté par le général fasciste Navarre, il faut prélever 30.000 hommes sur le contingent et obtenir une aide de 100 milliards supplémentaires.

Passons encore pour les 100 milliards que les U.S.A. pourraient fournir, à la rigueur, mais le prélèvement sur le contingent est une tout autre question. Même si l'Assemblée réformait la loi de recrutement, tous les travailleurs, tous ceux qui siègent à ses côtés, il se retranchera sur son rôle d'informateur, ainsi que le sont tous ses collègues.

M. Taix n'est pas un ingrat, il a la reconnaissance du ventre. L'Etat, par la poche des contribuables, le paie. Alors, il ne va tout de même pas s'attaquer à la structure du régime capitaliste qui le fait vivre et l'entretient. Il n'est, certes, pas plus responsable que ceux qui siègent à ses côtés.

Il ne peut donc dénoncer toute la gabegie, toutes les combines, toutes les compromissions, toutes les forfaitures électorales. Il n'y a-t-il pas, messieurs les députés, les sénateurs, toute une clientèle électorale à satisfaire avant tout. Vous êtes reconnaissants vis-à-vis des bouilliers de cru, des gros distillateurs, des parfumeurs, gros utilisateurs d'alcool. Car le scandale, il est là et pas autre part. Le dénoncer, certes, ce n'est pas régler toute la question. Le régime lui-même est un perpétuel scandale. Pour résoudre cette question, c'est le régime lui-même qu'il faut détruire. Mais comment, au Conseil Economique, en sont partis ? Aucun !

Mais, alors, que font aussi Conseil les représentants des ouvriers ? Du réformisme, tout simplement. La Révolution sociale, ils s'en servent pour accéder, ensuite elle n'a plus que le rôle de palladium.

Travailleurs ! dans vos syndicats, exigez le retrait immédiat de vos représentants au sein du Conseil Economique. Laissez le régime d'exploitation se corroder. Nous n'avons pas à apporter de l'eau au moulin du capitalisme. Pas de collaboration de classe ! La suppression du régime d'exploitation, dont le patronat est le nerf moteur, est le but essentiel et primordial de la Révolution sociale. C'est l'article premier de nos statuts syndicaux. Travailleurs, vous ne devez pas l'oublier.

René GERARD.

Communiqué

Les personnes qui connaissent ou auraient connu à Buchenwald, Paul Cœur Dupont, né le 28 janvier 1901 à St-Genis-de-Malgoires (Gard). Il fut arrêté le 1^{er} mai 1943, dirigé sur le camp de St-Sulpice-la-Pointe (Tarn). Départ pour Buchenwald le 31 juillet 1944 et serait décédé le 22 mars 1945.

Prière donner tous renseignements à Pradier 35, rue de Beaucaire, Nîmes (Gard).

UN TOIT POUR CHAQUE TRAVAILLEUR

La grande misère des propriétaires !

soit 25 millions. La capitalisation boursière la semaine dernière s'élevait, au taux de l'action à 14.500 francs, à 145 millions. Les recettes locatives se sont élevées pour la période 1951-1952 à 18 millions avec un bénéfice net de 5.483.000 francs. Ce qui démontre un pourcentage bien coquet. L'Etat n'emprunte pas à ce taux-là !

COMPAGNIE FONCIERE DE FRANCE

Cette Compagnie est au capital de 23.280.700 francs réparti en 12.253 actions de 1.900 francs. Le 18 juin dernier, cette action était cotée à la Bourse de Paris 33.200, ce qui équivalait à une capitalisation boursière de 406.799.600 francs.

Revenu brut du domaine en 1948 : 27,6 millions ; en 1949 : 46,9 millions ; en 1950 : 59,3 millions ; en 1951 : 78,3 millions. Le bilan de cette Compagnie indique que les travaux ont coûté, en 1950, 5.171.000 francs de plus qu'en 1949 et, en 1951, 13.420.000 francs de plus qu'en 1950.

On aimerait connaître les raisons de ce mutisme sur la somme des travaux effectués. C'est vrai que la Compagnie paye royalement les administrateurs d'immeubles et qu'il est inutile aux locataires d'être renseignés sur ce point.

SOCIETE FONCIERE LYONNAISE

Capital : 54.200.000 francs en 21.680 actions de 2.500 francs. Le 18 juin, l'action était cotée en Bourse à 34.400 francs, soit une capitalisation boursière de 745.792.000 francs ; le dernier coupon payé en juillet 1952 s'élevait net à 248 francs par action de 2.500 francs.

IMMEUBLES DE LA PLAINE MONCEAU

Le domaine immobilier de cette société ressort à 29 immeubles. Les recettes locatives sont évaluées en 1949-1950 à 17,6 millions ; en 1950-1951, à 25,7 millions ; en 1951-1952, à 38,3 millions. En regard, les bénéfices nets s'établissent pour les mêmes périodes à 2.409.000 francs, 4.928.000 francs, 13.666.000 francs, compte tenu pour cette dernière somme de 3.340.000 fr. de dommages de guerre.

Puisque l'on vous dit que les propriétaires sont dans la détresse !

A WASHINGTON

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Bidault, lui, est chargé par le gouvernement Laniel de s'informer sur la question indochinoise. Comme nous l'avons déjà dit, le gouvernement français a totalement perdu le contrôle des événements et ne sait plus où donner de la tête. Aussi, Bidault, dit de trois hypothèses possibles, a-t-il pour but de rechercher laquelle sera la mieux accueillie par ses collègues et leurs gouvernements respectifs.

Ces trois hypothèses pourraient, en réalité, se résumer en une seule. La première consiste à réaliser d'importants gains en Indochine, au moyen des armes. Pour ce faire, et suivant le rapport présenté par le général fasciste Navarre, il faut prélever 30.000 hommes sur le contingent et obtenir une aide de 100 milliards supplémentaires.

Passons encore pour les 100 milliards que les U.S.A. pourraient fournir, à la rigueur, mais le prélèvement sur le contingent est une tout autre question. Même si l'Assemblée réformait la loi de recrutement, tous les travailleurs, tous ceux qui siègent à ses côtés, il se retranchera sur son rôle d'informateur, ainsi que le sont tous ses collègues.

M. Taix n'est pas un ingrat, il a la reconnaissance du ventre. L'Etat, par la poche des contribuables, le paie. Alors, il ne va tout de même pas s'attaquer à la structure du régime capitaliste qui le fait vivre et l'entretient. Il n'est, certes, pas plus responsable que ceux qui siègent à ses côtés.

Il ne peut donc dénoncer toute la gabegie, toutes les combines, toutes les compromissions, toutes les forfaitures électorales. Il n'y a-t-il pas, messieurs les députés, les sénateurs, toute une clientèle électorale à satisfaire avant tout. Vous êtes reconnaissants vis-à-vis des bouilliers de cru, des gros distillateurs, des parfumeurs, gros utilisateurs d'alcool. Car le scandale, il est là et pas autre part. Le dénoncer, certes, ce n'est pas régler toute la question. Le régime lui-même est un perpétuel scandale. Pour résoudre cette question, c'est le régime lui-même qu'il faut détruire. Mais comment, au Conseil Economique, en sont partis ? Aucun !

Mais, alors, que font aussi Conseil les représentants des ouvriers ? Du réformisme, tout simplement. La Révolution sociale, ils s'en servent pour accéder, ensuite elle n'a plus que le rôle de palladium.

Travailleurs ! dans vos syndicats, exigez le retrait immédiat de vos représentants au sein du Conseil Economique. Laissez le régime d'exploitation se corroder. Nous n'avons pas à apporter de l'eau au moulin du capitalisme. Pas de collaboration de classe ! La suppression du régime d'exploitation, dont le patronat est le nerf moteur, est le but essentiel et primordial de la Révolution sociale. C'est l'article premier de nos statuts syndicaux. Travailleurs, vous ne devez pas l'oublier.

René GERARD.

Communiqué

Les personnes qui connaissent ou auraient connu à Buchenwald, Paul Cœur Dupont, né le 28 janvier 1901 à St-Genis-de-Malgoires (Gard). Il fut arrêté le 1^{er} mai 1943, dirigé sur le camp de St-Sulpice-la-Pointe (Tarn). Départ pour Buchenwald le 31 juillet 1944 et serait décédé le 22 mars 1945.

Prière donner tous renseignements à Pradier 35, rue de Beaucaire, Nîmes (Gard).

Ces quelques chiffres que nous fournissons donneront une idée exacte de la « mauvaise » rentabilité des immeubles. Ils appuieront davantage l'article que LE LIBERTAIRE a inséré dans le numéro 364.

Il se confirme bien que l'augmentation des loyers décidée par le Parlement a été une vaste escroquerie au profit exclusif des propriétaires et que la construction d'immeubles nouveaux n'a été que le miroir aux alouettes.

Les locataires doivent donc s'insurger contre cette nouvelle hausse qui est envisagée et agir tout ensemble contre les rapaces de toujours que sont les propriétaires. La contestation du droit individuel de propriété immobilière est déjà un pas vers la propriété collective, vers la Révolution sociale.

Robert JOULIN.

(Documentation du LIBERTAIRE.)

Et pourquoi pas la gratuité des transports ?

Aux termes d'une délibération municipale en date du 6 avril 1950, les bureaux de bienfaisance parisiens ont reçu des instructions les invitant à s'approprier de carnets de tickets de transport (métro et autobus), et à les distribuer au prix constant à l'unité aux assises obligatoires et vieillards économiquement faibles, vieux travailleurs et assimilés, à la demande des intéressés et sur présentation de leur carte d'inscription. Et toujours deux poids, deux mesures.

En ce qui concerne les bureaux de chômage, l'inspection divisionnaire du Travail et de la Main-d'œuvre, dont relèvent les services de main-d'œuvre, a fait connaître que la situation des effectifs de ses services ne leur permettent pas d'assurer la distribution des tickets.

Serait-ce l'aveu que la recrudescence du chômage se poursuit ?

Ceci énoncerait que les chiffres fournis par les services de la Main-d'œuvre du ministère du Travail sont donc truqués.

principaux de la situation indochinoise (rendons à César ce qui appartient à César) et montre toute l'inutilité des solutions que pourrions apporter les « grands » (de ceci, Sarraut ne souffre mot, et pour cause !).

« Non, une victoire militaire, si délatante fut-elle, serait incapable de elle seule de mettre fin au drame indochinois. En effet, les masses humaines derrière le front de combat restent exaltées par la volonté de conquérir l'indépendance. A côté des rebelles indochinois par la propagande de Moscou, il y a la foule majeure des nationalistes qui désirent avant tout, sans exception commentée, l'autonomie de leur patrie. Leur animosité agissante ou larvée ne s'éteindra que devant la réalité palpable des certitudes de l'indépendance, sinon c'est la guerre sans cesse recommencée ».

Sarraut se laisse aller à une confirmation de tous nos écrits sur l'Indochine ! Il parle des « rebelles indochinois » par Moscou, mais, plus loin, des « nationalistes » à l'animosité agissante et larvée qui ne s'éteindra que devant la réalité palpable des certitudes de l'indépendance, sinon c'est la guerre sans cesse renouvelée ». Or, qui fait la guerre, si ce ne sont les « rebelles » ?

Sarraut avoue donc, ici, que les troupiers viet-minh sont complices, pour la plupart, de nationalistes non stalinistes. La guerre d'Indochine n'est donc pas le fait du Kremlin ou de Pékin.

Nous écrivions récemment dans le « Libéraire » : « ENTRE COLONISES ET COLONISATEURS, PAS DE PAIX POSSIBLE. » Sarraut nous affirme que cette paix ne peut pas exister en Indochine. Et comme il reconnaît que les colonisateurs ne peuvent gagner la guerre, c'est donc qu'ils sont voués à être prochainement expulsés par le peuple indochinois.

La voilà, la solution de la paix en Indochine (et on commence à entrevoir le dénouement !). C'est le corps expéditionnaire à la mer, c'est l'impérialisme français chassé irrémédiablement, c'est l'indépendance du peuple indochinois, C'EST LA PAIX PAR LA DESTRUCTION DE L'AGRESSEUR !

Indépendance qui donnera, enfin, les conditions de la guerre de classes dans ce pays, la véritable guerre révolutionnaire.

Les trois shires peuvent bien discuter à Washington et fomentent leurs mauvais coups contre les victimes du capitalisme, les travailleurs. Leur propre système sombre dans de telles impasses, chaque jour plus inextricables, que la crise finale et la révolution sociale s'entrevoient chaque jour plus clairement.

Chaque contradiction capitaliste est aussi une défaite capitaliste, c'est-à-dire une victoire du communisme libérateur.

ABONNEZ-VOUS

AU « LIBERTAIRE »

Pour le soutien du « LIB »

SOUSCRIVEZ

LES GANGSTERS ENTRE EUX au pays de la libre entreprise

Nous n'admettons en Europe que de faibles échos de l'enquête du sénateur démocrate Keating qui poursuit son enquête sur la collusion des caïds de la pègre avec de nombreux politiciens et policiers.

Et voilà qu'un ouvrage vient de sortir en France qui est la version républicaine de cette enquête, « SOCIÉTÉ ANONYME POUR ASSASSINATS » n'est pas comme on pourrait le croire le dernier « Série Noire », mais bien une sorte de rapport d'un District Attorney — commissaire de police métisse — procureur et de juge d'instruction — qui envoyait sept des plus dangereux gangsters américains à la chaise électrique.

Il résulte de ces travaux — ceux de la commission du sénateur démocrate et ceux du procureur républicain — que les deux grands partis politiques qui se succèdent au pouvoir sont aussi pourris l'un que l'autre.

Dans l'ouvrage de Burton B. Turkus, nous assistons à la naissance en Amérique de quelques gangs comme la fameuse « Mafia » ou « Unione Siciliana », à leur évolution et à la création d'un cartel national des gangs qui grâce à la corruption des politiciens et des policiers, et à l'aide de méthodes terroristes parvinrent à créer un véritable Etat dans l'Etat avec son gouvernement composé des chefs des gangs les plus puissants, ses lois, sa haute cour, sa police, son bureau.

Suivant en cela l'exemple de toutes les nations du monde, il y a quelques siècles, fatigués de s'occuper mutuellement, désireux de jouir enfin en paix de leurs immenses fortunes si durement acquises, les chefs de gangs décidèrent en 1933 de créer un Cartel (tout le monde ne peut pas faire l'Europe) et ce Cartel existe toujours en 1953.

Tous les gangs en dépendent ou sont brisés et réorganisés au profit du Cartel. Certaines affaires restent la propriété propre de chaque bande, d'autres sont nationalisées, les bénéfices sont répartis entre les gangs. Les « gouverneurs » contrôlent ainsi tous les rackets, tous les moyens de faire de l'argent facile et illégal sur toute l'étendue du territoire de la démocratie. Ils disposent pour assurer la bonne marche de leur Société de lois solidement établies, d'une haute cour qui assure la mise en œuvre d'une police préventive et répressive, d'équipes de tueurs à la technique infaillible sillonnant le pays quand besoin est (aucune exécution d'un membre de la Société ne peut avoir lieu sans l'avis de la Haute Cour). Un système d'entraide absolument efficace est prêt à fonctionner quand cela devient nécessaire à coup de millions de dollars.

Le Cartel, par ses gangs et grâce à son organisation, étend son activité dans tous les domaines : réseaux de Paris, loteries clandestines, extorsions, usure, chantages, toutes les formes de vols. Tous les milieux versent leur dîme : armateurs, industriels, transporteurs, vedettes, boutiquiers, syndiqués, etc...

Sa puissance est telle qu'il fait monter le coût de la vie dans les domaines les plus divers : pain, vêtements, transports, etc...

Quand aux politiciens et aux flics... Un des « gouverneurs » des gangs et un candidat à la vice-présidence des U.S.A. se font photographier côte à côte dans une attitude amicale ; des maires des principales villes, un ambassadeur important, etc... sont au mieux avec tel ou tel caïd multi-millionnaire — en dollars.

Des gangsters confirmés sont arrêtés plusieurs fois pour meurtres ou vols et sont relâchés ou condamnés à de peines insignifiantes.

Quelques-uns — les petits, les sous-grands — échappent un peu plus. Burton B. Turkus a eu — de justesse — la peau de Lepke, l'un des « gouverneurs », les autres continuent.

Ils sont connus — je cite de mémoire : Anastasia, Frank Costello, Zwillman, Luciano (célèbre en Europe depuis sa déportation en Italie, d'où d'ailleurs il contrôlerait encore ses affaires), etc...

Après tout, ces gens représentent une force réelle au moment des élections, et puis l'Amérique n'est-elle pas le pays de la libre entreprise ? Et que font-ils d'autre que les grands bourgeois ?

Ils ont un gouvernement démocratique en ce sens qu'il n'y a pas de dictateur, mais des chevaliers de la table ronde égaux en droits.

Ce gouvernement a une justice et une police qui achètent, intimident ou suppriment les ennemis de l'ordre, c'est-à-dire ceux qui représentent un danger pour les bénéfices de la classe privilégiée, « les gouverneurs » et de leurs sous-ordres.

Que voyons-nous d'autre dans la société des honnêtes gens, en France ou en Amérique ?

Les rackets font monter le coût de la vie dans certaines industries ?

Est-ce plus immoral que le profit des intermédiaires ? Que les hauts bénéfices de tous les profiteurs de notre société ? Je défie bien à qui-conque de le démontrer.

Et je voudrais bien qu'un moraliste m'explique ce qui est le plus honnête de dévaliser une banque ou de faire un beau coup en bourse ?

Alors pourquoi voudriez-vous que les grands bourgeois américains cherchent des histoires à ces collègues qui représentent, je le répète, une force appréciable au moment des élections tant par leur aide financière que par l'aide d'équipes bien entraînées à toutes sortes de travaux louches.

Ces gens ont la même morale, tendent les mêmes moutons et vivent dans la même société. Un marxiste déluré vous démontrerait qu'il ne peuvent qu'avoir une même organisation ayant un même but : l'argent.

Aussi nous ne savons pas plus le District Attorney Turkus que le sénateur Keating quand ils nous demandent de nous indigner. Nous, nous n'aimons pas les gangsters. Ni ceux qui ont la loi pour eux, ni les autres. Nous n'avons pas l'intention d'arbitrer leur différend.

D'ailleurs, tant qu'à faire, de deux maux il vaudrait choisir le moindre et préférer Pierrot le Fou à Schneider. Il a bien moins de victimes sur la conscience et ses rapines sont insignifiantes comparées aux canailleries sociales et économiques du grand patron du Croisé (ou pour rester en Amérique préférer Anastasia à Dupont de Nemours).

Au pays où furent pendus les mar-

tyrs de Chicago, on fut grillé l'anarchiste Gogoss qui les vengea en exécutant ad patres le président McKinley, au pays où Sacco et Vanzetti furent assassinés, au pays où les Rosenberg coupables — selon vous — d'un soi-disant crime qui, en tout cas, ne relève que de leur conscience et non d'un sordide intérêt matériel, vont peut-être être condamnés à la chaise électrique, au pays où une justice pourrie soulève périodiquement l'indignation de tout ce qui pense, de tout ce qui a un minimum de sensibilité dans le monde, au pays où Mc Carthy étouffe impunément toute liberté de pensée, il n'est que trop normal que les grands bourgeois pactisent avec les gangsters.

Les honnêtes gens ont mieux à faire qu'à se mêler des différends de ces messieurs quand par hasard l'un d'eux se « met à table », qu'ils s'arrangent entre eux. On appelle ça un règlement de comptes.

R. CAVAN.

« Société Anonyme pour Assassins » de Burton B. Turkus et Sid Feder, Gallimard, 750 fr.

« Société Anonyme pour Assassins » de Burton B. Turkus et Sid Feder, Gallimard, 750 fr.

Au pays où furent pendus les mar-



L'ADORABLE METISSE

d'Albert PARAZ

— Qu'un type exsude un ouvrage sur l'âme noire, après s'être consciencieusement documenté en demandant tous les jours la négresse au bobinard, ça risque de faire rigoler le monde.

— Paraz a fait son service militaire dans une sorte de camp de concentration, qui plus est, situé au beau milieu du désert. Le rabat de la couverture de « L'Adorable Métisse » prétend que ce livre est une sorte de somme africaine doublée d'un semblant de vision d'un projet d'une possible ou probable mais en tout cas vague et future façon de civilisation bâtarde et africaine. Vu ?

La vérité c'est que, clair comme une auge à l'heure du casserolette, on y trouve — cela va de soi — à boire et à manger.

Faut aimer ça.

— Des gens parfaitement estimables boivent du coca-cola, d'autres admirent sincèrement Claudel, des dizaines

de milliers de lecteurs lisent « L'Aurore », ne parlons que pour mémoire des masochistes qui assistent aux défilés du 14 juillet ou écoutent religieusement la radio, moi j'ai un faible pour Paraz.

Allez donc expliquer ça.

Enfin les amateurs d'histoire de couchages seront bien servi et la courte préface du Maréchal Juin, de l'Académie française réservera de bien douces joies aux amateurs d'humour noir.

C'est toujours ça. Dans cette préface le Maréchal Juin de l'Académie française parle de « repenser » le monde, brrrr ! et de tirer des conclusions « des émotions ressenties au contact de la vie ». Tel que.

Si nos gouvernements n'étaient pas composés d'hurluberlus aussi doués pour la psychologie que des manchons de lampe à pétrole, ils confieraient une occupation bien absorbante au maréchal. De toute urgence.

LE RESCAPÉ

de Walter GIBSON

ENTRE Ceylan et Sumatra, un transport est coulé pendant la dernière guerre, 135 personnes, hommes, femmes, Hollandais, Javanais, Anglais, dérivent dans un canot destiné à contenir une trentaine de marins. Les assassinats, la soif, la faim, la folie, la maladie réduisent à quatre les survivants qui échouent un mois plus tard dans une petite île.

Cette histoire vécue, contée par le seul survivant blanc devrait atteindre une très haute intensité tragique.

Il n'en est rien. La traduction semblant hors de cause, il n'est que trop certain que le sergent Walter Gibson n'est pas doué pour écrire. Il est vrai que quinze années de bons et loyaux services dans l'armée coloniale ne sont peut-être pas un stimulant intellectuel adéquat pour un bon anglais et qu'une pareille aventure n'arrange sûrement pas un sous-off anglais près de la retraite.

Il y a tout de même de jolies passages :

« Deux de ceux-ci (des survivants) étaient des matelots javanais qui, eu

égard aux actes atroces qu'ils venaient de commettre ne méritaient pas cette vie qui leur était rendue ».

Ces « actes atroces » c'est d'avoir bouillotté une tranche d'un passager poussé par la folie, la misère, la faim, pour survivre.

Cela a choqué ce militaire de carrière.

C'est que c'est civilisé, un sous-off, anglais, ça tue aussi, bien sûr, mais sans raison, sans savoir pourquoi et ça laisse se gâter les victimes, ça les bouffe pas. C'est nourri.

Ces jolies mises à part, le lecteur ne trouvera dans ce rapport, comme dans les auberges espagnoles d'antan, ce qu'il apportera lui-même. Prière donc de se munir de sensibilité, d'imagination et d'un peu d'amour du prochain.

Par contre, cet ouvrage peut constituer un excellent sujet d'étude sur la psychologie du sous-off colonial.

A titre d'exemple, un des problèmes moraux qui agitaient ce pauvre homme dans son misérable canot.

Il reste une quinzaine de survivants. L'un d'eux lui confie : « Je ne devrais pas vous le dire Gibson... avant de mourir le général vous a recommandé pour la « Distinguished Cross ».

Réflexions de Gibson : Mike était chargé de la transmission... quel dilemme pour un officier de carrière : pouvait-il trahir un secret ? Devait-il refuser à un compagnon d'infortune une joie et un reconfort ?

Et voilà le problème, voilà le genre de pensées qu'inspirent à un sous-off presque moribond la folie, la faim et la peur quand elles embarquent avec une quinzaine de loques humaines.

God save the Queen ! Parce que si elle compte sur l'intelligence de ses soldats...

R. C.

MANIFESTE

DU

COMMUNISME LIBERTAIRE

Il y a longtemps qu'une telle brochure était attendue. Les militants souhaitaient avoir un jour en main une « somme », renfermant en quelques pages l'essentiel de nos conceptions, un résumé à la fois clair et complet de la doctrine du communisme authentique, une plaquette d'un format commode pouvant être mise entre les mains de milliers de sympathisants et permettant au propagandiste de retrouver rapidement les positions-clés à opposer à l'adversaire.

Cette brochure, diffusée largement dans tous les groupes et dans tous les milieux où nous pouvons avoir quelque influence, sera un des instruments du développement de notre Fédération Anarchiste et de la vulgarisation de ses principes.

LA COMMISSION D'EDITIONS.

*

Au service de la propagande

Lisez, faites lire à tous vos camarades de travail

MANIFESTE

du

COMMUNISME LIBERTAIRE

Problèmes essentiels

La brochure, 60 fr.; franco, 75 fr. C.C.P. René LUSTRE, Paris 8032-34

A. C.

LA RADIO

Au fil des ondes

ICI L'ON DECHE
SOYEZ PRUDENTS

TRES remarquable par sa concision l'émission de Saint-Granier. On ne déplorera jamais assez le nombre des accidents de travail dus au relâchement de la prudence des ouvriers. Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, M. Saint-Granier pourra aussi trouver à la source de nombreux drames de la vie ouvrière, le surmenage et les distractions dues aux soucis quotidiens. Sur ce dernier point, des techniciens du travail et des statisticiens d'assurances américaines ont publié des textes traduits en français qu'il ne lui sera pas impossible de retrouver. Les ouvriers travaillant dans les chaînes de la métallurgie et les femmes surexploitées pourront l'entretenir des méfaits du surmenage. Les ouvriers du bâtiment se feront sans doute un plaisir de donner leur point de vue à Saint-Granier sur les dispositions sommaires de sécurité dans bon nombre d'entreprises de travaux publics.

Dans la fabrication des bouteilles, les paraisons (muses de verre) fusion destinées à faire la bouteille tombent d'une hauteur d'environ 4 mètres à une cadence de 3 ou 4 secondes dans un des six moules du plateau circulaire. Après les pannes, dans cette verrerie française bien de chez nous, les ouvriers évacuaient le verre à l'aide de brochettes en mauvais état chargées à plein. Ils prenaient leur élan pour passer avec leur chargement entre deux paraisons. Un faux mouvement et une paraison pouvait leur tomber sur la tête.

Soyez prudent, soyez prudent Ménez-vous des accidents

et parez l'ouvrier verrier des paraisons.

LE JEU DU MYSTERE
ET DE L'AVENTURE

CHACQUE vendredi, cette émission nous afflige de hurlements d'écouffés, de confessions d'assassins somnambules, d'éclatements de pneus, de concert pour parabellum et machine à écrire, de fantômes qui n'en peuvent plus de remuer leurs gresles pour nous faire peur quand ce n'est pas le barissement d'un éléphant susceptible à qui le Dr Méry aurait marché sur le pied. Quelle fut donc la surprise d'entendre une farce bien franche, bien saine, entrecoupée de vieux refrains tels que : « Ma femme est morte », « A la tienne Etienne ». Quel plaisir d'assister à ce jeu de massacre : gendarmes, argent, rite nuptial, rite funéraire, tout y passait. Cet auteur, sans avoir l'air de s'émotionner, envoi toute la vaisselle par la fenêtre.

La pièce terminée, Germaine Beaumont et Bernard André devaient parler. L'auteur se devait de ne pas abîmer un travail d'artiste, aussi interrompit-il le contact.

1 + 1 + MON CHIEN = MOI

POURQUOI chantez-vous ? Cette question posée à la coterie des naufragés de la chanson réservait d'intéressantes révélations. Oh ! il y a des gens désintéressés. Juliette Gréco n'a même pas assez de pèze pour se faire couper les douilles. Lisette Jambelle a quitté l'enseignement pour se consacrer au micro. Combien de vocations musicales ont-elles été sauvées chez de petites écolières par ce geste généreux ? Pourquoi chante Line Renaud ? Au cours d'une émission d'Avant-premières nous eûmes l'occasion d'écouter la dame se soumettant grâce aux artifices de l'enregistrement. Cela ne suffisait pas elle fit en même temps aboyer son chien.

LA COUPE DE FRANCE
DES VARIETES

TRES sincèrement, chez ces groupes artistiques, il n'y a pas l'originalité, la sève populaire que l'on pourrait espérer. Le plus souvent on s'ingénie à mimer les grands comédiens et les grandes comédiennes du disque et du micro. Cette émission nous donne cependant l'occasion d'écouter des propos très justes d'André Labarthe sur le travail des hommes et Saint-Granier nous

trouve le présentateur d'émission peut-être le plus sobre et le plus plaisant qui existe.

L'EDUCATION SANITAIRE

L y a quelque temps, à table, nous décapulions une bouteille de lait pasteurisé pour boire. Le lait était tourné. Il n'y a pas de quoi en faire un roman. Pour une fillette d'un an dont la maman se sert chez le même fournisseur, cela faillit devenir un épilogue. En termes clairs, la gosse faillit crever. Conclusion ? Peut-être pourrait-on faire rayonner de temps en temps l'éducation sanitaire sur la voie lactée et autres Belles Œuvres Françaises.

A. CHANCELLE.

LIBRES PROPOS

UTRE surprise avec Georges Delamarre qui s'attaque au Mur de la treille et de la betterave. On ne peut qu'approuver — pour une fois — ses libres propos. Il y a trop d'alcool en France et pas assez d'alcooliques. Les gens pensent qu'ils ont des dépenses plus urgentes à faire que d'indemniser les surplus d'alcool. Des paysans de l'Est se contentent de poisons, cidre ou poiré, à 40°. Le corps médical ne cesse de crier casse-cou devant les ravages de l'alcoolisme. Quels empêchements de tourner en rond ces paysans de l'Est. Qu'attendent-ils pour se saouler, non de Dieu, pour augmenter le taux d'alcoolisation de leur boisson grâce au précieux concours des distillateurs. Qu'est-ce que ça peut foutre qu'un gosse crève sous les coups d'un alcoolique ? Les distillateurs, les magistrats, les gardiens de prisons et d'asiles d'aliénés, les dames patronesses du gratin de la viticulture n'ont-ils pas un rôle à jouer dans la société.

Bousculez pas les décors.

LA VOIX DE L'ESPERANCE

LES termes de la Déclaration des Droits de l'Enfant, énoncés par la S.D.N. relèvent du même esprit comique que ceux de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Erreur, ce bon M. Maurice Tiersche leur découvre un petit fond revendicateur risquant d'amener l'enfant à reconnaître à la Société des droits envers lui. Attention au risque d'éveiller chez l'enfant des désirs insatisfaits qui en feront un revendicateur, un révolté. MM. Maurice Tiersche, Gilbert Robin, MM. Clara Candiani et Cie auront-ils le courage d'aller une fois pour toutes jusqu'au bout de leur pensée sur la revendication des droits de l'enfant ? Le plus souvent à l'enfance ouvrière. Il y a des enfants qui ont fait dans les foyers de chômeurs. Messieurs les psychologues, enfoncez-vous bien ça dans le test.

LA COUPE DE FRANCE
DES VARIETES

TRES sincèrement, chez ces groupes artistiques, il n'y a pas l'originalité, la sève populaire que l'on pourrait espérer. Le plus souvent on s'ingénie à mimer les grands comédiens et les grandes comédiennes du disque et du micro. Cette émission nous donne cependant l'occasion d'écouter des propos très justes d'André Labarthe sur le travail des hommes et Saint-Granier nous

Loulou, Line et son double, il n'y a pas de bouches inutiles dans la famille. Folles virtuoses l'ectoplasme.

fait retrouver le présentateur d'émission peut-être le plus sobre et le plus plaisant qui existe.

L'EDUCATION SANITAIRE

L y a quelque temps, à table, nous décapulions une bouteille de lait pasteurisé pour boire. Le lait était tourné. Il n'y a pas de quoi en faire un roman. Pour une fillette d'un an dont la maman se sert chez le même fournisseur, cela faillit devenir un épilogue. En termes clairs, la gosse faillit crever. Conclusion ? Peut-être pourrait-on faire rayonner de temps en temps l'éducation sanitaire sur la voie lactée et autres Belles Œuvres Françaises.

A. CHANCELLE.

LIBRES PROPOS

UTRE surprise avec Georges Delamarre qui s'attaque au Mur de la treille et de la betterave. On ne peut qu'approuver — pour une fois — ses libres propos. Il y a trop d'alcool en France et pas assez d'alcooliques. Les gens pensent qu'ils ont des dépenses plus urgentes à faire que d'indemniser les surplus d'alcool. Des paysans de l'Est se contentent de poisons, cidre ou poiré, à 40°. Le corps médical ne cesse de crier casse-cou devant les ravages de l'alcoolisme. Quels empêchements de tourner en rond ces paysans de l'Est. Qu'attendent-ils pour se saouler, non de Dieu, pour augmenter le taux d'alcoolisation de leur boisson grâce au précieux concours des distillateurs. Qu'est-ce que ça peut foutre qu'un gosse crève sous les coups d'un alcoolique ? Les distillateurs, les magistrats, les gardiens de prisons et d'asiles d'aliénés, les dames patronesses du gratin de la viticulture n'ont-ils pas un rôle à jouer dans la société.

Bousculez pas les décors.

LA VOIX DE L'ESPERANCE

LES termes de la Déclaration des Droits de l'Enfant, énoncés par la S.D.N. relèvent du même esprit comique que ceux de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Erreur, ce bon M. Maurice Tiersche leur découvre un petit fond revendicateur risquant d'amener l'enfant à reconnaître à la Société des droits envers lui. Attention au risque d'éveiller chez l'enfant des désirs insatisfaits qui en feront un revendicateur, un révolté. MM. Maurice Tiersche, Gilbert Robin, MM. Clara Candiani et Cie auront-ils le courage d'aller une fois pour toutes jusqu'au bout de leur pensée sur la revendication des droits de l'enfant ? Le plus souvent à l'enfance ouvrière. Il y a des enfants qui ont fait dans les foyers de chômeurs. Messieurs les psychologues, enfoncez-vous bien ça dans le test.

LA COUPE DE FRANCE
DES VARIETES

TRES sincèrement, chez ces groupes artistiques, il n'y a pas l'originalité, la sève populaire que l'on pourrait espérer. Le plus souvent on s'ingénie à mimer les grands comédiens et les grandes comédiennes du disque et du micro. Cette émission nous donne cependant l'occasion d'écouter des propos très justes d'André Labarthe sur le travail des hommes et Saint-Granier nous

trouve le présentateur d'émission peut-être le plus sobre et le plus plaisant qui existe.

L'EDUCATION SANITAIRE

L y a quelque temps, à table, nous décapulions une bouteille de lait pasteurisé pour boire. Le lait était tourné. Il n'y a pas de quoi en faire un roman. Pour une fillette d'un an dont la maman se sert chez le même fournisseur, cela faillit devenir un épilogue. En termes clairs, la gosse faillit crever. Conclusion ? Peut-être pourrait-on faire rayonner de temps en temps l'éducation sanitaire sur la voie lactée et autres Belles Œuvres Françaises.

A. CHANCELLE.

LIBRES PROPOS

UTRE surprise avec Georges Delamarre qui s'attaque au Mur de la treille et de la betterave. On ne peut qu'approuver — pour une fois — ses libres propos. Il y a trop d'alcool en France et pas assez d'alcooliques. Les gens pensent qu'ils ont des dépenses plus urgentes à faire que d'indemniser les surplus d'alcool. Des paysans de l'Est se contentent de poisons, cidre ou poiré, à 40°. Le corps médical ne cesse de crier casse-cou devant les ravages de l'alcoolisme. Quels empêchements de tourner en rond ces paysans de l'Est. Qu'attendent-ils pour se saouler, non de Dieu, pour augmenter le taux d'alcoolisation de leur boisson grâce au précieux concours des distillateurs. Qu'est-ce que ça peut foutre qu'un gosse crève sous les coups d'un alcoolique ? Les distillateurs, les magistrats, les gardiens de prisons et d'asiles d'aliénés, les dames patronesses du gratin de la viticulture n'ont-ils pas un rôle à jouer dans la société.

Bousculez pas les décors.

LA VOIX DE L'ESPERANCE

LES termes de la Déclaration des Droits de l'Enfant, énoncés par la S.D.N. relèvent du même esprit comique que ceux de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Erreur, ce bon M. Maurice Tiersche leur découvre un petit fond revendicateur risquant d'amener l'enfant à reconnaître à la Société des droits envers lui. Attention au risque d'éveiller chez l'enfant des désirs insatisfaits qui en feront un revendicateur, un révolté. MM. Maurice Tiersche, Gilbert Robin, MM. Clara Candiani et Cie auront-ils le courage d'aller une fois pour toutes jusqu'au bout de leur pensée sur la revendication des droits de l'enfant ? Le plus souvent à l'enfance ouvrière. Il y a des enfants qui ont fait dans les foyers de chômeurs. Messieurs les psychologues, enfoncez-vous bien ça dans le test.

LA COUPE DE FRANCE
DES VARIETES

TRES sincèrement, chez ces groupes artistiques, il n'y a pas l'originalité, la sève populaire que l'on pourrait espérer. Le plus souvent on s'ingénie à mimer les grands comédiens et les grandes comédiennes du disque et du micro. Cette émission nous donne cependant l'occasion d'écouter des propos très justes d'André Labarthe sur le travail des hommes et Saint-Granier nous

trouve le présentateur d'émission peut-être le plus sobre et le plus plaisant qui existe.

L'EDUCATION SANITAIRE

L y a quelque temps, à table, nous décapulions une bouteille de lait pasteurisé pour boire. Le lait était tourné. Il n'y a pas de quoi en faire un roman. Pour une fillette d'un an dont la maman se sert chez le même fournisseur, cela faillit devenir un épilogue. En termes clairs, la gosse faillit crever. Conclusion ? Peut-être pourrait-on faire rayonner de temps en temps l'éducation sanitaire sur la voie lactée et autres Belles Œuvres Françaises.

A. CHANCELLE.

LIBRES PROPOS

UTRE surprise avec Georges Delamarre qui s'attaque au Mur de la treille et de la betterave. On ne peut qu'approuver — pour une fois — ses libres propos. Il y a trop d'alcool en France et pas assez d'alcooliques. Les gens pensent qu'ils ont des dépenses plus urgentes à faire que d'indemniser les surplus d'alcool. Des paysans de l'Est se contentent de poisons, cidre ou poiré, à 40°. Le corps médical ne cesse de crier casse-cou devant les ravages de l'alcoolisme. Quels empêchements de tourner en rond ces paysans de l'Est. Qu'attendent-ils pour se saouler, non de Dieu, pour augmenter le taux d'alcoolisation de leur boisson grâce au précieux concours des distillateurs. Qu'est-ce que ça peut foutre qu'un gosse crève sous les coups d'un alcoolique ? Les distillateurs, les magistrats, les gardiens de prisons et d'asiles d'aliénés, les dames patronesses du gratin de la viticulture n'ont-ils pas un rôle à jouer dans la société.

Bousculez pas les décors.

LA VOIX DE L'ESPERANCE

LES termes de la Déclaration des Droits de l'Enfant, énoncés par la S.D.N. relèvent du même esprit comique que ceux de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Erreur, ce bon M. Maurice Tiersche leur découvre un petit fond revendicateur risquant d'amener l'enfant à reconnaître à la Société des droits envers lui. Attention au risque d'éveiller chez l'enfant des désirs insatisfaits qui en feront un revendicateur, un révolté. MM. Maurice Tiersche, Gilbert Robin, MM. Clara Candiani et Cie auront-ils le courage d'aller une fois pour toutes jusqu'au bout de leur pensée sur la revendication des droits de l'enfant ? Le plus souvent à l'enfance ouvrière. Il y a des enfants qui ont fait dans les foyers de chômeurs. Messieurs les psychologues, enfoncez-vous bien ça dans le test.

LA COUPE DE FRANCE
DES VARIETES

TRES sincèrement, chez ces groupes artistiques, il n'y a pas l'originalité, la sève populaire que l'on pourrait espérer. Le plus souvent on s'ingénie à mimer les grands comédiens et les grandes comédiennes du disque et du micro. Cette émission nous donne cependant l'occasion d'écouter des propos très justes d'André Labarthe sur le travail des hommes et Saint-Granier nous

Amis Lecteurs...

Pour vos vacances... du 1^{er} juin au 30 septembre, nous vous offrons une série de livres cédés au prix coûtant. En même temps que vous agrémenterez vos loisirs, vous aiderez votre journal.

6^e LOT : 950 francs

7^e LOT : 1.000 francs

8^e LOT : 450 francs

9^e LOT :

Les cheminots sont victimes de la trahison DES CENTRALES F.O., C.F.T.C. et F.G.A. VOICI LES PREUVES !

Nous avons reçu d'un camarade de Sotteville-les-Rouen la documentation ci-dessous qui apporte la confirmation flagrante de la trahison des Centrales sus-indiquées. Nous notons dans l'avis au personnel de la S.N.C.F., signé de M. Louis Armand, directeur général, toute la hargne de ce dernier contre les cheminots. Signalons aussi tout son jésuitisme dans les derniers alinéas de son avis. Malgré cela, les cheminots conscients n'avaient pas hésité à cesser le travail, ce qui a motivé la lettre, que nous insérons ci-dessous, avec indication des sanctions.

Les Centrales Jaunes peuvent être fières de leur trahison !

Les cheminots n'ont pas la mémoire courte. — N.D.L.R.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
Région de l'Ouest
MATRIEL ET TRACTION
44, RUE DE ROME, PARIS (8^e)
Tél. : LABORDE : 48-00 et 90-80

Paris, le 15 juin 1953.
Monsieur X... Auxiliaire
SOTTEVILLE BUDDICOM

Je vous informe que pour sanctionner l'arrêt de travail dont vous vous êtes rendu coupable le 27 mai 1953, il a été décidé, à titre d'avertissement, de vous supprimer, pendant un mois, la gratification mensuelle prévue à l'art. 251 du R.P. 21.

Le chef du Service de Matériel et de Traction.
Signé : Illisible.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région de l'Ouest

Avis au personnel

A la suite des négociations qui se poursuivaient depuis quelque temps, M. le ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme vient de donner son accord pour qu'une part de productivité soit attribuée aux cheminots, les modalités d'application de cette mesure ont fait l'objet d'un protocole intervenu entre le ministre des Travaux publics, en accord avec la S.N.C.F. et les Organisations syndicales suivantes : Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France et des Territoires d'Outre-mer ; Fédération Syndicaliste F.O. des Travailleurs des Chemins de fer de France et de l'Union Française, Fédération Générale Autonome des Agents de conduite. Ces modalités font aujourd'hui même l'objet des délibérations du Conseil d'administration en vue de leur mise en application qui s'échelonnent sur quatre étapes, les dernières devant avoir lieu en 1955.

Ce protocole comporte notamment :
Une augmentation des primes qui aura lieu dès la première étape et qui sera en moyenne de 10 % sur les primes de rendement de productivité ou de gestion et de 13 % pour les primes de Traction.

Les hiérarchisations en échelon du supplément temporaire et son intégration dans le traitement avec péréquation correspondante des retraits ; cette mesure s'échelonne sur les deux premières étapes.

Enfin l'octroi d'une part de productivité qui augmentera progressivement à chacune des quatre étapes.

L'ensemble des mesures prévues pour la première étape prend effet du 1^{er} février 1953 et entraîne une augmentation de l'ordre de 4 % du salaire total avec minimum d'environ 1.000 francs par mois à la base à Paris.

Un acompte de 5.000 fr. à valoir sur la solde du mois de juin qui tiendra compte de cette augmentation et des rappels y afférents, sera payé uniformément au début du mois de juin à tous les agents à service continu (agents du cadre permanent et auxiliaires utilisés de façon complète depuis le 1^{er} février 1953).

Je précise que l'attribution de cette part de productivité qui apporte à la rémunération des Cheminots une amélioration notable, n'est au terme du protocole, liée en rien au problème général des salaires.

J'ai d'autre part, enregistré avec satisfaction que tenant compte des efforts ainsi accomplis pour satisfaire leurs revendications, celles des organisations syndicales participantes qui avaient initialement donné à leurs adhérents l'ordre de faire grève le 27 mai, ont annulé cet ordre.

Pour le cas où, malgré les avantages obtenus, d'autres Organisations maintiendraient un tel ordre, je crois devoir rappeler au personnel que, si les faits de grève se rapportent à un mouvement régulièrement décidé par une organisation syndicale sur le plan national ne sont pas punissables, les textes en vigueur interdisent toute action ou manœuvre tendant à mettre en cause la sécurité, soit à entraver la liberté du travail.

L'acte de grève n'est licite que s'il se traduit seulement par une abstention de service hors du lieu de travail, en outre, les agents affectés à un emploi intéressant la sécurité doivent avoir donné à leur chef un préavis suffisant, faute de quoi, ils s'exposeraient à être considérés en état d'abandon de poste.

Je reste pour ma part confiant dans la sagesse des Cheminots et dans la compréhension qu'ils auront de leur véritable intérêt.

Le Directeur général,
ARMAND.

Après la grève du 27 mai

Voici les faits qui se sont produits aux ateliers de Sotteville-Buddicom. Après l'accord stupide de mai 53, signé par les organisations C.F.T.C., F.O. et F.G.A. agents de conduite ; quant à la Fédération des Cheminots C.G.T., elle s'est abstenue et a refusé de se joindre aux autres organisations et a fait le silence, ne répondant même pas aux communications téléphoniques (selon le délégué C.F.T.C.).

Devant le mécontentement général, nous avons fait une grève de deux heures le 27 mai après-midi. La riposte ne s'est pas fait attendre : demande d'explications que l'on a remise sans la remplir aux délégués qui ont transmis celles-ci au chef d'arrondissement avec une motion expliquant le but de l'arrêt. Ceci au cours d'une réunion après l'heure du travail. Punition pour les cheminots classés, perte du 2^e de la prime de fin d'année (600 fr. approximatif). Si l'agent est à l'échelle 4, touche 24.000 francs d'échelle, il perd donc 1.000 francs. Quant aux auxiliaires, la punition a été plus rapide : le mois de juin qui nous a été payé le 27, nous avons eu la gratification horaire qui se monte à 4 fr. 20 de l'heure supprimée. Coût : 911 fr. pour un O.S.P. à 104 fr. de l'heure, et encore c'est ce que l'on a été sanctionné pour le mois de juin, qui est un mois fort, 217 heures et que l'arrêt du travail s'est produit au mois de mai qui était faible, 156 heures, donc 31 heures de différence, coût, 130 fr. de retenue illégale.

P.P. (Correspondant)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

VIVE L'ACTION OUVRIERE

Après le lock-out, Voisin rouvre ses portes

LES usines Voisin avaient lock-outé leur personnel qui refusait une diminution de salaire. Très préventive, la direction avait fait occuper son usine après le départ des ouvriers, par les C.R.S.

Le patronat n'a pas oublié les grèves de juin 36 et, depuis cette date, est toujours sujet aux angoisses de l'occupation des usines par les ouvriers et surtout, comme l'évolution fait chaque jour un pas en avant, de la remise en marche des usines sans son concours.

La majorité du personnel a réintégré l'usine, mais des ouvriers restent sur le pavé. Une très grande vigilance est à recommander au personnel et il doit exiger le réembauchage de tous ceux dont, pour des raisons bien connues, on a fait un choix judicieux. Méfiez-vous aussi de ces déléguations auprès du ministre du Travail. Le rôle du patronat et du gouvernement est de brouter les pistes et de vous faire perdre de vue l'objectif principal.

Travailleurs de chez Voisin, exigez :
1^o AUGMENTATION DES SALAIRES
COMME LES DEPUTES QUI VIENNENT DE S'OCTROYER 16 % ;
2^o réembauchage immédiat de tous vos compagnons.
(Correspondant.)

CHEZ MASSEY-HARRIS Splendide action des ouvriers à propager

LA direction de l'usine croyait pouvoir se permettre tous les actes vis-à-vis des ouvriers et surtout des délégués.

Il lui vint donc en tête de congédier un délégué, le camarade Huygue, appartenant à la C.G.T. Mais elle avait fait à cet effet un très mauvais calcul. La réaction ouvrière ne se fit pas attendre. Plus de 500 ouvriers débrayèrent immédiatement, sur les 650 que compte l'usine, et ce, pendant trois quarts d'heure. Ils n'en restèrent pas là et s'offrirent le luxe, au désarroi de la direction et d'une partie des cadres, d'aller chercher le délégué congédié, qui se trouvait à l'extérieur de l'usine, et de le ramener, tous triomphants, à l'atelier où il travaillait. Le travail reprit ensuite et l'inspecteur du travail s'efforça de trouver une solution au conflit.

Un bon conseil, Monsieur l'Inspecteur, tenez-vous tranquille. Les ouvriers ont résolu le problème : pas de délégué, pas de travail.
A. D. (Correspondant.)

Le Libertaire

pendant les vacances ne paraîtra que tous les quinze jours

Prochain numéro sur 4 pages le 30 juillet

AMI LECTEUR ! Deviens correspondant du "LIB"

Dans la localité où tu vis, dans l'entreprise où tu travailles, il se produit chaque jour quelque événement, même d'intérêt local ; n'oublie jamais qu'il intéresse la collectivité.

En quelques lignes, en quelques phrases, et nous serons au courant de ce qui se passe dans ta localité ou dans ton entreprise.

Ami lecteur, avec toi, avec nous, tous ensemble, nous ferons de notre LIBERTAIRE, un journal prolétarien. Tu nous aideras amplement à sa diffusion plus large, à sa pénétration dans les milieux ouvriers.

Ami lecteur, tu nous aideras dans notre lutte quotidienne en devenant CORRESPONDANT DU "LIB".

P.S. — Aucune information ne sera insérée dans les colonnes de notre journal si l'adresse complète du correspondant n'est pas spécifiée sur son envoi. Toutefois, notre correspondant peut utiliser un pseudonyme aux fins d'insertion.

Soutenez les grévistes de chez Fournier

Les ouvriers des Etablissements FOURNIER se sont, ce jour, mis en grève pour faire accepter à leur Direction patronale les revendications ci-dessous désignées :

- 1^o 20 francs de l'heure pour les ouvriers au salaire horaire ;
- 2^o 15 % sur les travaux effectués aux pièces ;
- 3^o Pour améliorer leurs conditions de travail, car la chaleur étant insupportable dans les ateliers, les gaz toxiques dégagés par les appareils à peintures, la fumée des corps en combustion (huile, mazout, etc...).

Le docteur chargé par la Médecine du Travail de veiller aux mesures de sécurité a constaté lui-même les méfaits que causaient un travail effectué dans de telles conditions.

C'est pourquoi, nous lançons un appel à toute la population de CAVAILLON, en toute fraternité, de nous venir en aide afin que nous puissions faire aboutir nos revendications.

Cette aide que vous ne refuserez pas de nous accorder pourra être sous n'importe quelle forme (dons en espèces, en nature ou autres).

Nous comptons sur votre solidarité, votre générosité, car notre lutte est celle de tous les travailleurs.

A l'avance, nous vous en remercions au nom de tout le personnel des Etablissements FOURNIER.

LE SYNDICAT DES METAUX
DE CAVAILLON.

La grève chez les distributeurs pharmaceutiques se poursuit

La grève déclenchée il y a deux jours par les employés des répartiteurs de produits pharmaceutiques se poursuit victorieusement. Les grévistes demandent 30 % d'augmentation et l'octroi d'une prime de vacances de 10.000 fr. Lors d'une dernière entrevue, les Chambres patronales ne voulaient accorder qu'une augmentation maximum de 5 %, la délégation du comité de grève refusa énergiquement.

Les employés de ces entreprises se réunissent aujourd'hui mercredi à la Bourse du Travail.

L'ensemble est décidé à poursuivre la lutte jusqu'à satisfaction totale.

Nous leur faisons remarquer que leur demande d'augmentation hiérarchique, encore une fois, avantagera les hauts salaires et non les petits. Il eût été préférable de demander une augmentation fixe basée sur le salaire moyen, ce à quoi beaucoup d'employés sont sensibles.

Nouvelles Internationales

L'Union Syndicale Israélite décide son affiliation à la C.I.S.L.

Tel-Aviv. — L'Union Syndicale israélienne a, par 109 voix contre 63, décidé son affiliation à la Confédération internationale des syndicats libres.

Les membres de l'extrême-gauche de l'Union syndicale israélienne doivent se réunir afin de décider de leur attitude à la suite de cette décision.

L'U. S. I. a donc opté pour le bloc américain. Pourquoi n'est-elle pas restée neutre ? Les Internationales syndicales F.S.M. et C.I.S.L. sont aux mains des blocs impérialistes. Les ouvriers d'Israël seront demain sacrifiés pour le capitalisme international.

Les délégués des mineurs anglais renoncent à demander une augmentation de salaire

Hastings. — A l'issue d'un débat de deux heures, le Congrès annuel du Syndicat national des mineurs, qui se tient à Hastings, a décidé d'abandonner une résolution réclamant « une augmentation substantielle » des salaires pour les 700.000 membres de la profession.

Les mineurs seront loin d'applaudir leurs délégués. Ils seront obligés de se serrer une fois de plus la ceinture pour le plus grand bien du capitalisme anglais.

La "Pravda" demande une meilleure répartition des marchandises

Moscou. — La Pravda a lancé un appel en faveur d'une meilleure distribution des marchandises de consommation et de leur vente au public.

Le journal affirme qu'il existe toujours de sérieuses carences dans la répartition bien que l'augmentation du

standard de vie du peuple russe se reflète dans la production accrue des denrées de consommation.

35 ans après la Révolution d'Octobre, tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, selon saint Duclos.

A bas la bureaucratie d'Etat !
Vivent les véritables Soviets !

Le P.C. ukrainien reconnaît le bien-fondé des plaintes des consommateurs

Kiev. — Le parti communiste ukrainien a publié un communiqué reconnaissant le bien-fondé des doléances des consommateurs et des usagers, qui se sont plaints de la qualité médiocre des biens de consommation mis à leur disposition.

Dans de nombreuses villes d'Ukraine les transports publics fonctionnent dans des conditions peu satisfaisantes. Dans d'autres l'approvisionnement en eau est déplorable, et les faubourgs de certaines agglomérations ne reçoivent pas d'électricité.

Grève des employés des postes en Israël

Jérusalem. — Cinq mille employés des Postes ont fait grève hier matin pendant deux heures pour protester contre les retards apportés au paiement de leurs salaires.

L'action directe est la meilleure réponse de l'ouvrier au patronat.

Quelles sont loin et fugitives ses belles photos de la construction de la terre promise.

S'INFORMER POUR MIEUX COMBATTRE

Distribution de tracts ou de bulletins syndicaux

Une réponse ministérielle parue au « J.O. » des débats de l'Assemblée Nationale du 3 décembre 1952 précise qu'aucune disposition de la législation du travail ne vise la distribution de tracts ou de bulletins syndicaux, à la sortie des usines. Seule la loi du 16 avril 1946 relative au statut des délégués du personnel permet aux délégués d'afficher des renseignements sur les emplacements réservés aux communications syndicales et aux portes d'entrée des lieux du travail.

Mise à pied

La Cour de cassation a décidé en trois arrêts rendus le 19 et le 26 février 1953 que la mise à pied à titre de sanction était légale, même en l'absence de règlement intérieur ou de convention collective prévoyant une telle sanction.

La mise à pied constitue en effet une manifestation du pouvoir disciplinaire de l'employeur que celui-ci exerce sous le contrôle de l'autorité judiciaire chargée d'examiner s'il y a lieu, les conditions dans lesquelles a été appliquée cette sanction.

Propagande syndicale à l'intérieur de l'entreprise

Au moment où il prend ses repas à la cantine, le salarié ne cesse pas pour autant de demeurer sous le contrôle et l'autorité de son employeur. Celui-ci a légitimement le droit de faire régner l'ordre et la discipline dans le réfectoire et la propagande syndicale à l'intérieur des locaux soumis à cette discipline constitue une faute qui légitime le congédiement lorsque cette propagande a été la cause de troubles dans l'entreprise.

(Trib. civ. de la Seine, 17 décembre 1952).

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10^e)
C.O.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. (centrale du Croissant)
19, rue du Croissant, Paris-2^e
P. RACHON, imprimeur.

Chez les géomètres

On ignore bien souvent cette profession « dite libérale » qui groupe des clercs de notaire, des négres d'architecte, des employés géomètres, sans oublier tous ceux versés dans les métiers indépendants. On les ignore d'autant plus que les ouvriers n'ont jamais besoin de leurs services. Quel est, actuellement, l'ouvrier qui peut acquiescer une parcelle de terre et la faire délimiter par un géomètre ? Et sur ce terrain bâtir une maison d'après les plans dressés par un architecte, le tout soigneusement enregistré par le notaire ?

Malgré tout, cette profession existe, et comme vous le pensez bien, ce ne sont pas ceux qui exposent leurs titres et leurs diplômes qui font le travail, mais bien ceux que ces messieurs exploitent de leur cabinet.

La principale victime de ce métier est le pauvre géomètre (plus communément

MISÈRE DU PROLÉTARIAT EN FAUX COL

appelé arpenteur). Nous le rencontrons sur les routes et dans les champs avec son triépied à lunette, son long ruban d'acier et ses bouts de bois peints en rouge et blanc. Ce métier qui semble paisible par rapport à ceux des usines demande un long apprentissage mal rétribué, et de fréquents déplacements en province qui, au début, peuvent plaire, mais à la longue fatiguent.

Un jeune apprenti arpenteur, devra, pendant trois ans, faire les plus ingrats travaux de la profession et même ceux en dehors de celle-ci (par exemple : porter les lettres et paquets, briquer la voiture du singe et bûcher parfois son jardin) pour un traitement mensuel de 5.000 francs, et souvent moins. Après ces trois années, ce jeune employé recevra en échange de son travail, s'il est apte ou s'il a passé son C. A. P., le modeste salaire horaire de 115 francs dans

la région parisienne. Certains employés géomètres étant payés en province au coefficient 7 sur la base de 1939, d'après le syndicat patronal. Souvent arrivé à ce stade d'opérateur, regardant le médiocre avenir qui lui est offert, le jeune employé abandonne la profession.

Devant cet état de choses, un syndicat autonome fut fondé dans la région parisienne en 1950 et s'est étendu spontanément à l'ensemble du territoire, pour mettre un terme à cette honteuse exploitation bourgeoise.

En 1951, le S. N. A. G. obtenait 15 pour cent d'augmentation pour tous après une vigoureuse interpellation d'un de nos camarades libertaires.

La division de la corporation en de nombreux cabinets éparpillés dans toute la France, le nombre restreint d'employés exploités par ceux-ci, les faibles moyens

nécessaires du S. N. A. G. ont soulevé mis le syndicat dans de fâcheuses difficultés ces deux dernières années.

Mais voici trois mois, un nouvel élan était donné, et le 30 juin, après plus de quatre heures de discussion avec les patrons, le S. N. A. G., la C. G. T. et la C. F. T. C., tous unis dans un comité d'entente, arrachaient une augmentation de salaire de 25 % sur le tarif de 1951, applicable immédiatement par les syndicats, ces messieurs se réservant le droit de ne faire paraître ces décisions dans leur feuille de chou qu'au mois de septembre. De plus, les syndicats obtenaient pour les apprentis l'interdiction des travaux autres que ceux de la profession.

Quelques patrons parisiens, au courant de ce nouveau mouvement ouvrier et voulant le briser dès maintenant, emploient les méthodes du paternalisme,

très cher à notre patronat, en devantant les aspirations ouvrières. Le personnel de certains cabinets parisiens s'est vu octroyer à la veille des vacances trois semaines de congé payé, sur la base de 48 heures.

Mais la classe ouvrière ne se laissera pas prendre à de telles largesses patronales dans un but démagogique et, en septembre, reprendra avec plus d'allant la suite de ses revendications pour obtenir au plus tôt la convention collective à son avantage.

Il est certain que dans ces luttes contre les patrons, nombre d'employés prendront conscience de leur état de salarié et viendront rejoindre leurs frères ouvriers de l'usine et de la terre dans la grande union révolutionnaire, parmi nos camarades libertaires.

HENRI (Correspondant.)